

ALAIN BÉRAUD¹

DE L'ANALYSE DES ÉCHANGES À LA THÉORIE CLASSIQUE DU MARCHÉ

Le marché et l'ordre social

Cantillon, Turgot et Smith abordent l'analyse du marché de points de vue différents. Smith raisonne volontiers sur un marché centralisé où les imperfections sont suffisamment faibles pour qu'il puisse, dans un premier temps, en faire abstraction. C'est précisément sur ces imperfections que Turgot, Cantillon et Condillac portent leur attention. Le caractère fragmentaire de l'information dont les hommes disposent, les lacunes de leurs connaissances, l'existence des coûts de transaction créent des obstacles au commerce. Ils cherchent à comprendre comment les participants au marché, notamment les marchands, cherchent à les exploiter à leur profit et, par là-même, en atténuent les effets.

Le premier thème de cet article, l'échange, illustre cette opposition. Smith ne s'est guère intéressé à l'échange isolé sauf pour expliquer l'émergence de la monnaie comme intermédiaire des échanges. Turgot en développe l'analyse pour montrer que, dans toute convention qui requiert l'accord des deux parties, l'injustice ne peut être fondée que sur la fraude.

Le second thème est le rôle des marchands qui, en intervenant comme des intermédiaires, réduisent les coûts de transaction. Je cède mon produit à un négociant s'il m'est coûteux de trouver directement des clients. J'achète des denrées à un détaillant pour éviter les coûts que je devrais supporter si je les achetais directement au producteur. En spéculant sur les différences de prix, les négociants établissent des relations entre les marchés locaux, nationaux et étrangers. Ils créent un marché généralisé qui est l'expression du développement de flux commerciaux réguliers entre les diverses places. Les progrès du commerce conduisent à l'établissement d'un prix unique — sous la réserve des frais de transports — et à l'affaiblissement de la marge qui sépare le prix vendeur du prix acheteur si bien que tous tireraient bénéfice de la libéralisation du commerce.

Le troisième thème est celui du rôle du marché dans les progrès de l'opulence. La préoccupation première de Turgot est le marché des grains. Traditionnellement, on considérait qu'il importait de contrôler, dans ce domaine,

les activités des marchands : on craignait que leurs spéculations n'aggravent l'instabilité des prix. Turgot pensait, au contraire, qu'en libéralisant le commerce interne, on atténuerait la volatilité des prix ce qui permettrait de moderniser l'agriculture et de faire disparaître les disettes.

Smith est plus ambitieux : il veut montrer que le marché permet à l'offre de s'adapter à la demande. Le mécanisme régulateur est simple. Quand un individu observe qu'il pourrait tirer, dans une autre activité, un meilleur parti de ses ressources, il ne manque pas de profiter de cette opportunité. Comme le montrera Sismondi, le problème est que, pour faire ce choix, les hommes ne disposent que des prix courants alors que seuls les prix futurs fourniraient l'information pertinente.

Smith soutient que, dans un système concurrentiel, les hommes, en agissant pour leur seul intérêt propre, contribuent au bien-être de tous. Pour le prouver, il s'appuie sur l'idée que la valeur de la richesse est sa mesure. Le système est efficace s'il alloue les ressources de façon que la richesse de la nation soit la plus grande possible. Il conclut qu'il en est bien ainsi car chacun cherche à rendre maximum la valeur de son produit. Pour séduisante qu'elle soit, la thèse de Smith sera rejetée par ses successeurs qui lui objecteront que l'on ne peut pas estimer la richesse par la valeur du produit et que l'objectif de l'entrepreneur est de maximiser son profit et non la valeur de son produit².

1. L'analyse de l'échange

Smith (1776 : 25) explique que, quand la division du travail est établie, chaque homme produit une quantité infime des biens qui lui sont nécessaires. L'économie devient une économie marchande. Pour comprendre son fonctionnement, il faut donc étudier le rôle des marchés et des prix dans l'allocation des ressources. Le point de départ de Turgot est l'échange dans sa forme la plus simple du troc. S'il exige le consentement de chacune des parties, son seul motif est la préférence que chacun donne à la chose qu'il reçoit sur celle qu'il donne. Certes le prix de la chose donnée est celui de la chose reçue. Mais, cette proposition ne doit pas nous induire en erreur. La valeur du bien acquis, convenablement définie, excède la valeur du bien cédé.

1.1. L'échange isolé et particulier

Le sens que Smith donne à l'expression valeur d'usage est ambigu car on peut se demander si elle évoque les propriétés physiques du bien ou une relation entre l'homme et l'objet. La valeur estimative est clairement subjective, elle est « *relative à l'homme* qui jouit ou qui désire. » (Turgot, 1769 : 239) La question, pour l'individu, est de savoir l'objet qu'il préfère, qu'il va garder ou acquérir. Dans ce calcul, il compare ses besoins et les moyens qu'il a de les satisfaire. Il évalue l'importance que les biens ont pour sa vie et son bien-être. Son jugement dépend de ce qu'il sait des choses et de son habileté à les employer.

La valeur estimative d'un bien est distincte de son utilité. Elle dépend des préférences de l'individu mais aussi des coûts qu'il doit supporter pour l'acquérir. « Il est bien évident qu'entre deux choses également utiles et d'une égale excellence, celle qu'il aura beaucoup de peine à retrouver lui paraîtra bien plus précieuse... C'est, par cette raison, que l'eau... n'est point regardée comme une chose précieuse dans les pays bien arrosés... parce que l'abondance de cette substance la lui fait trouver sous sa main. » (*Ibid.* : 239-40)

Dans l'échange bilatéral, chaque homme cherche à obtenir le plus tout en donnant le moins. Pour arriver à ses fins, il garde secrète son évaluation des biens et sonde par des propositions son partenaire. La transaction aura lieu si, pour chacun, la valeur estimative de la chose reçue excède celle de la chose cédée. « Chacun resterait comme il est s'il ne trouvait un intérêt, un profit personnel, à échanger ; si, relativement à lui-même, il n'estimait ce qu'il reçoit plus que ce qu'il donne. » (*Ibid.* : 244)

Comme les échangistes ont intérêt à s'entendre, ils finiront par s'accorder sur une estimation commune des biens : la valeur appréciative qui est la moyenne des valeurs estimatives. Turgot soutient que les gains réalisés par chacun d'eux doivent être égaux. S'il en allait autrement, « l'un des deux désirerait moins l'échange et forcerait l'autre à se rapprocher de son prix par une offre plus forte. » (*Ibid.* : 244) Que se passe-t-il si le nombre d'échangistes augmente ? Dans chaque couple d'échangistes, prévaut une valeur appréciative particulière qui reflète leurs caractéristiques spécifiques. Quand une communication s'établit entre eux, une

valeur appréciative unique émerge. Turgot ne s'intéresse pas aux effets de la multiplication d'agents identiques, il étudie les conséquences de leur hétérogénéité.

1.1. L'échange monétaire

L'échange ne peut se développer en l'absence de monnaie. Smith (1776, 25-6) reprend l'idée qu'avancait Law (1705). Le développement du troc bute sur la double coïncidence des désirs. Pour éviter cet obstacle, tout homme gère ses affaires « de façon à avoir, en tout temps, par-devers lui, en plus du produit singulier de sa propre industrie, une quantité donnée d'une certaine denrée ou d'une autre, susceptible d'après lui d'être acceptée par pratiquement tout le monde en échange du produit de son industrie. » La monnaie ne naît pas d'une décision de l'État ou d'une convention entre les hommes, elle est le résultat d'une action spontanée des hommes qui était dirigée vers un tout autre dessein.

Pour Smith, la monnaie est le moyen de paiement. Cantillon et Turgot la considèrent comme une mesure de valeur ; Turgot souligne qu'elle doit pouvoir servir de gage. Leur argument ne peut, donc, pas être celui de Smith. Dans une société commerciale, tout bien a un prix et peut mesurer la valeur des autres marchandises. Cependant, un objet dont la valeur varie avec sa qualité ne peut guère servir de numéraire. « On a donc dû choisir par préférence, pour échelle de comparaison, des denrées qui, étant d'un usage plus commun et par là d'une valeur plus connue, étaient plus semblables les unes aux autres et dont, par conséquent, la valeur était plus relative au nombre ou à la quantité qu'à la qualité. » (Turgot, 1766 : 143). De même, toute marchandise peut servir de gage mais elle remplit de façon plus efficace ce rôle si sa valeur varie peu. Comme l'or et l'argent sont des biens homogènes dont la valeur est stable, Turgot conclut qu'ils constituent, par nature, la monnaie universelle : une monnaie de pure convention est chose impossible.

1.2. De l'échange au marché

Le prix n'est pas déterminé sur un marché comme il l'est dans un échange isolé. Cantillon (1755 : 67-8), dans son analyse de la formation des prix, décrit un

marché d'offreurs où les producteurs fixent les prix alors que les acheteurs restent passifs. « Plusieurs maîtres d'hôtel ont reçu l'ordre... d'acheter des pois verts. Un maître a ordonné l'achat de dix litrons pour 60 livres, un autre de 10 litrons pour 50 livres, un troisième en demande dix pour 40 livres et un quatrième dix pour 30 livres. Afin que ces ordres puissent être exécutés, il faudrait qu'il y eût au marché quarante litrons de pois verts. Supposons qu'il ne s'y trouve que vingt : les vendeurs voyant beaucoup d'acheteurs soutiendront leurs prix et les acheteurs monteront jusqu'à celui qui leur est prescrit ; de sorte que ceux qui offrent 60 livres seront les premiers servis. Les vendeurs, voyant ensuite que personne ne veut monter au-dessus de 50 livres lâcheront les dix autres litrons à ce prix. » L'idée de Cantillon est que le prix est déterminé par l'offre et la demande mais il ne semble pas supposer que le prix est unique : ceux qui acceptent de payer plus, paieront un prix plus élevé. Admettre, comme il le fait, que si la quantité de pois disponible est égale à 20, le prix sera de 50, ne va pas de soi. Tout prix compris entre 40 et 50 est une solution possible. Si l'offre est plus forte, il soutient que le prix des pois verts baissera jusqu'à leur valeur intrinsèque alors que des maîtres d'hôtel qui n'avaient pas prévu d'acheter se porteront acquéreurs pour profiter de cette opportunité. Le prix intrinsèque apparaît comme un prix de réservation en dessous duquel les producteurs ne veulent pas descendre : ils refusent de vendre à perte.

L'analyse de Smith repose sur l'opposition entre le prix de marché et le prix naturel. Le prix de marché est déterminé par la proportion entre la quantité offerte et la quantité demandée par ceux qui sont disposés à payer la marchandise à son prix naturel. Il n'est pas présenté explicitement comme la solution d'une équation. La demande effective se définit comme une quantité plutôt que comme une fonction. Si elle est égale à l'offre, le prix de marché est égal au prix naturel. La production reste inchangée. Si la demande excède l'offre, le prix de marché est supérieur au prix naturel : certains des individus qui étaient disposés à payer la marchandise à son prix naturel, plutôt que d'en manquer totalement, acceptent de la payer plus cher. La concurrence entre les acheteurs provoque une hausse du prix dont l'ampleur dépend de la nature de la marchandise, de la richesse des acheteurs et de l'importance de l'excès de demande. Inversement, si l'offre excède la demande, la concurrence entre les vendeurs provoque une baisse des

prix qui est d'autant plus sensible que l'excès d'offre était plus grand et que le bien est plus périssable. Le prix de marché est un prix d'équilibre dans ce sens que le marché est soldé.

L'écart entre le prix de marché et le prix naturel détermine une réallocation des ressources productives. Dans la description de ce processus, Smith ne fait pas référence au rôle spécifique que pourraient jouer les entrepreneurs. Il observe seulement que, si le prix d'un produit excède son coût, certains des facteurs de production reçoivent une rémunération supérieure à celle qu'ils obtiendraient dans un autre secteur. Les hommes sont incités à employer leur travail et leurs fonds là où ils peuvent espérer les gains les plus élevés. L'information dont ils ont besoin pour choisir l'industrie où ils vont travailler consiste seulement dans les prix. Il leur suffit de comparer, mais ce n'est pas toujours facile, ce qu'ils gagnent actuellement et ce qu'ils pourraient gagner ailleurs. Smith souligne l'importance des facteurs qui viennent freiner l'ajustement. Il évoque l'absence d'information ; mais, il ne pense pas que ceux qui bénéficient d'un déséquilibre entre l'offre et la demande puissent dissimuler longtemps leurs gains. L'effet des secrets de fabrication et des obstacles naturels est plus durable. Mais, c'est, pour l'essentiel, l'intervention des autorités qui ralentit l'ajustement. Il invoque, en particulier, l'existence de monopoles légaux, les privilèges exclusifs dont les corporations bénéficient et le système de l'apprentissage. Ces dispositions renchérissent les prix de marché qui peuvent se maintenir au-dessus des coûts de production aussi longtemps que durent les règlements de police qui empêchent la concurrence.

Sismondi (1819, t.1 : 506) développa cette analyse en introduisant dans le raisonnement l'entrepreneur qui fixe son niveau de production en comparant le prix de vente de la marchandise à son coût. « Si les bénéfices s'élèvent au-dessus du taux moyen, le producteur étendra son entreprise... Si, au contraire, l'acheteur paye un prix trop bas pour compenser tous les remboursements que le producteur a dû faire, celui-ci cherchera à réduire sa production. » Il la critiqua en notant que « cette comparaison est faite par tous les producteurs à la fois, tous s'efforcent de la prendre pour règle, et tous, ignorant l'étendue des efforts de leurs rivaux, dépassent presque toujours le but qu'ils s'étaient proposé. » (Sismondi, 1827 :

248) En d'autres termes, ce que les entrepreneurs ont besoin de connaître pour fixer le volume de leur production, c'est le prix futur du bien. Il n'existe cependant aucun marché qui fournisse cette information. Le risque est que tous les entrepreneurs investissent dans les secteurs les plus rentables au moment où ils arrêtent leur décision et que la production apparaisse, quand le produit devient disponible, excédentaire. Le second problème est la spécialisation des moyens de production : l'investissement est, dans bien des cas, irréversible. Quand une activité décline, les ouvriers qui y avaient un emploi sont rarement à même de faire un autre métier. De même, les capitaux fixes peuvent difficilement être utilisés pour d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été conçus. Les erreurs, commises quand l'investissement a été entrepris, ont des effets durables. Les entrepreneurs ont une connaissance trop fragmentaire du marché pour que leur production s'adapte à la demande.

2. Le rôle des marchands

L'intervention des marchands réduit les coûts de transaction. Il est moins coûteux pour le producteur de leur vendre ses produits plutôt que de démarcher lui-même ses clients. Réciproquement, le consommateur préfère acheter à un détaillant plutôt que de chercher à contacter directement le producteur.

Le commissionnaire gagne, à la fois, sur le consommateur à qui il vend et sur le producteur à qui il achète. Son bénéfice est d'autant plus élevé qu'il a moins de concurrents. Inlassablement, les marchands chercheront à utiliser le pouvoir politique pour renforcer leur pouvoir de marché. Smith (1776 : 298) dénonce leurs manœuvres : « L'intérêt des négociants diffère toujours à quelques égards de celui du public, voire s'y oppose. L'intérêt des négociants, c'est toujours d'élargir le marché et de restreindre la concurrence. Il peut souvent être assez conforme à l'intérêt du public d'élargir le marché ; mais restreindre la concurrence lui sera toujours contraire, et ne peut servir qu'à mettre les négociants, en faisant monter leurs profits au-dessus de ce qu'ils seraient naturellement, en état de lever, à leur propre avantage, un impôt aberrant sur le reste de leurs concitoyens. Toute proposition d'une nouvelle loi... qui provient de cet ordre, devrait toujours être accueillie avec beaucoup de circonspection. » Un

des problèmes cruciaux pour un État libéral est de combattre les tentatives des négociants d'utiliser à leur profit le pouvoir politique.

2.1. *Le marchand comme intermédiaire*

Cantillon (1755 : 29) explique que les habitants des villes qui vivent « au jour la journée » ne peuvent faire provision de denrées à la campagne et que les fermiers ne peuvent demeurer longtemps à la ville pour y vendre leurs produits. « Cela fait que plusieurs personnes dans la ville s'érigent en marchands ou entrepreneurs, pour acheter les denrées de la campagne de ceux qui les apportent, ou pour les faire apporter pour leur compte : ils en donnent un prix certain suivant celui du lieu où ils les achètent, pour les revendre en gros ou en détail à un prix incertain. »

Le problème le plus discuté est de savoir si le commerce est productif. Pour Quesnay (1766 : 816-7), il n'en est rien : le commerce « est l'échange d'une production qui a une valeur vénale contre une autre production de valeur égale... Par lui-même et strictement parlant, il est donc *stérile*. » Ses successeurs eurent bien des difficultés à écarter cette thèse. La solution que choisit Condillac (1776 : 33) est certainement préférable à celle qu'avancera Smith (1776 : 416, 770). À l'inverse de ses contemporains, il écarte l'idée que, dans les échanges, on donne valeur égale pour valeur égale. « Au contraire, chacun des contractants en donne toujours une moindre pour une plus grande. » Le commerce n'est pas productif comme le soutenait Say parce qu'il permet de transporter une marchandise dans l'espace ou dans le temps, mais parce qu'il améliore la situation des cocontractants.

2.2. *La communication des marchés*

Condillac (1776 : 29-30) oppose au marchand le trafiquant et le négociant. Les marchés de détail, établis dans les principaux bourgs d'un canton, pour les objets de consommation journalière forment un premier ordre des centres de commerce. Les marchés en gros sont souvent situés à la croisée des voies de grande circulation, notamment dans les ports. Le trafiquant fait, entre plusieurs pays, commerce de tout ; le négociant « fait du commerce une affaire de

spéculation, il en observe les branches, il en combine les circonstances ; il en calcule des avantages et les inconvénients dans les achats et les ventes à faire. » Il assure la communication temporelle et spatiale entre les marchés.

Le négociant stocke les biens dans les années d'abondance pour les revendre dans les années de pénurie. Il doit retrouver à la vente non seulement le prix d'achat mais les frais de garde, les déchets et les intérêts de ses avances avec les profits ordinaires du commerce. Il fait porter les produits des lieux où ils abondent vers ceux où ils sont rares. Ainsi, les prix se mettent partout au même niveau ou, plus exactement, la différence entre les prix ne peut pas excéder « les frais et les risques de voiture joints au profit nécessaire du commerçant. » (*Ibid.* : 340)

La concurrence entre les négociants « détermine un prix commun entre les principales nations commerçantes, qu'on peut considérer comme réunies en une espèce de *marché général*. Ce marché ne se tient pas dans un lieu unique ; mais la facilité du transport par mer fait qu'on peut considérer les ports des principales nations commerçantes... comme formant une espèce de *marché unique et général*. » (Turgot, 1770b : 315)

2.3. *L'égalisation des prix*

Le commerce réduit la volatilité des prix et les physiocrates invoquaient cet argument pour libéraliser le commerce des grains. Quand le commerce est libre, il est rare, écrit Condillac (1776 : 240), que le passage de la disette à l'abondance s'accompagne d'une variation sensible des prix.

Il illustre cette idée par la parabole des trois provinces. Supposons que, dans un pays grand comme la France, chaque province se soit interdit le commerce avec les autres et qu'à l'intérieur de chacune, le commerce soit libre. Dans la première, les récoltes ne sont jamais suffisantes. Les prix y sont élevés et inévitablement elle se dépeuple. Dans la seconde, il y a toujours surabondance. Le blé y est si bon marché que sa culture en est découragée. Dans la troisième, la récolte, années communes, suffit à la consommation. Le prix du blé varie. Il y est élevé dans les années de disette et faible dans les années d'abondance.

Supposons qu'on accorde aux trois provinces la liberté d'exporter les unes chez les autres. Si elles commercent librement, un prix unique du blé s'établira : c'est le vrai prix de la chose. Il est avantageux pour la province la plus fertile : elle vend les blés qu'elle ne consomme pas et n'est plus obligée d'abandonner une partie de sa récolte. La province la moins fertile profite aussi des échanges : elle achète le blé qui lui manque. Enfin et surtout, la province, dont la production est, en moyenne, conforme à ses besoins, n'est plus exposée à voir les prix du blé trop augmenter ou trop baisser.

De façon similaire, Turgot (1770b : 339) soutient que l'égalisation des prix est « l'utilité vraiment fondamentale qui résulte dans tous les cas de la liberté. »

3. La liberté du commerce, condition de la prospérité

Au cours du 18^{ème} siècle, l'idée s'imposa progressivement : ce n'est pas de l'action délibérée d'un despote éclairé qu'il faut attendre la prospérité mais plutôt de la liberté du commerce. Turgot et Smith ne firent que reprendre et développer cette thèse. Pour comprendre leur position, il est nécessaire de rappeler les conclusions auxquelles les physiocrates avaient abouti (Lemercier de la Rivière, 1767 : 435). Tout se tient : « pour favoriser la culture, il faut favoriser l'industrie et pour favoriser l'industrie, il faut donc favoriser la culture. » Même si l'agriculture est seule productive, prétendre l'encourager aux dépens des manufactures et du commerce est une erreur car elle ne peut prospérer sans elles. Pour développer la culture et l'industrie, il faut que le commerce soit libre : la liberté des échanges assure, à la fois, le meilleur prix à la vente et à l'achat. Sur un marché large, la concurrence est plus active et les marges plus faibles.

Turgot et Smith partagent cette conclusion. Ils soutiennent une politique libérale cohérente qui repose sur quatre propositions :

- Supprimer les obstacles au commerce intérieur.
- Libérer les échanges extérieurs
- Abolir le système des corporations.
- Supprimer l'apprentissage qui freine la mobilité du travail.

Les deux textes auxquels on fera référence sont différents par leur objet et par leur ton. *La Richesse des Nations* est une œuvre théorique, presque académique. *Les lettres au Contrôleur Général sur le commerce des grains* sont un texte de circonstance. Turgot s’y efforce de convaincre l’Abbé Terray de ne pas abroger l’édit qu’il avait fait prendre au Roi en juillet 1764 sur la liberté du commerce intérieur des grains. Bien que leur objet, le commerce des grains, soit limité, ces lettres ont une forte connotation théorique et introduisent des idées qui resteront au centre de la théorie des prix aussi bien dans sa version classique que dans ses versions walrassienne et autrichienne.

3.1. *Turgot et le commerce des grains*

Turgot veut montrer que la liberté du commerce des grains peut faire disparaître les disettes et établir de façon durable la prospérité. Stabiliser le prix du blé est sa préoccupation essentielle. Si, quand la récolte est insuffisante, son prix s’accroît brusquement, les pauvres ne peuvent plus en acheter la quantité nécessaire pour se nourrir. Si, quand la récolte est abondante, les prix s’effondrent, la diminution des revenus des fermiers met en péril non seulement l’agriculture mais aussi l’industrie car ils sont obligés de réduire leurs dépenses.

Pour que l’agriculture prospère, il faut que le fermier vende les denrées qu’il produit à un prix rémunérateur : il dépend de la demande qu’en font les artisans et les ouvriers. Mais, pour que ceux-ci vivent, il faut que la production de denrées alimentaires soit suffisante et qu’ils aient les moyens de se les procurer. « Le consommateur... a un double intérêt à ce que [la culture] prospère, et pour qu’il existe des subsistances et pour qu’il ait, lui consommateur, de quoi les acheter en vendant son travail. » (Turgot, 1770b : 332)

Il faut maintenir entre les salaires et le prix des denrées alimentaires une juste proportion. La situation des uns ne peut pas s’améliorer aux dépens des autres. Si les salaires sont trop faibles, les salariés ne peuvent pas manger à leur faim, et les cultivateurs ne peuvent pas leur vendre leurs produits. Si les salaires sont trop élevés, les revenus des agriculteurs sont trop faibles : ils cessent de cultiver la terre.

Les économistes qui, comme James Steuart (1767, t. 2 : 235), pensaient qu'une intervention de l'État est nécessaire pour stabiliser le prix des grains, soulignaient que les marchés des biens de subsistance sont spécifiques. La demande de ces denrées n'est pas le fait des négociants mais des consommateurs. Ils veulent se les procurer quel qu'en soit le prix : ils ne cherchent pas un profit, ils veulent satisfaire leurs besoins. Ils sont dans une position d'infériorité quand ils négocient avec des marchands qui ne sont animés par aucune passion et dont les offres sont déterminées seulement par les perspectives de gain. Le résultat est qu'en cas de pénurie le prix des grains devient prohibitif.

L'État doit intervenir en imposant un prix maximum et un prix minimum. Il doit fixer un prix-plancher élevé de façon à favoriser la culture du blé et son exportation en créant une subvention à l'exportation. On peut, ainsi, prévenir la pénurie : si la récolte est mauvaise, on consomme le surplus habituellement exporté. D'autre part, il faut éviter une hausse excessive des prix. Steuart proposait que les autorités, pour atteindre cette fin, créent des greniers et constituent des stocks qui pourraient être vendus dans les années de disette.

Turgot s'opposait vigoureusement à de telles propositions. Il pensait que, dans ce domaine, les autorités doivent chercher à atteindre deux objectifs. Le rapport entre le taux de salaire monétaire et le prix des denrées alimentaires doit être proche de son niveau d'équilibre. Les variations de ce rapport qu'induisent les causes naturelles, doivent être les plus faibles et les plus brèves possible. Quel est le moyen qui permet le mieux d'atteindre simultanément ces buts : la liberté du commerce ou les prohibitions et les règlements ? « J'ose dire que cette manière de poser la question la décide, car le juste prix et le prix égal résultent tous deux nécessairement du commerce libre. » (Turgot, 1770b: 334)

Il invoque, en faveur de la liberté du commerce, trois arguments : le rôle du marché dans la production et la transmission de l'information, le caractère incitatif des prix et l'interférence entre l'économique et le politique.

Le marché crée et propage une information qui consiste dans les prix auxquels les transactions sont conclues. « Le débat entre chaque acheteur et chaque vendeur est une espèce de tâtonnement qui fait connaître à chacun avec

certitude le vrai prix de chaque chose. » (*Ibid.* : 343) Connaissant le prix auquel il peut, dans différents lieux, acheter et vendre du blé, sachant les coûts de transport et l'intérêt de ses avances, le commerçant calcule s'il est, pour lui, rentable d'acheter ici pour revendre ailleurs. Il peut, de la même façon, estimer l'opportunité de stocker des grains. Mais, ce qui est le plus remarquable, c'est que les consommateurs, mis en confiance, seront moins disposés à surenchérir ; les prix seront plus stables.

L'administrateur qui gérerait, pour le compte de l'État, la distribution du blé ne disposerait d'aucun des éléments nécessaires pour en calculer le prix. S'il ajuste ses prix pour prendre en compte des circonstances fortuites, ses décisions apparaîtront arbitraires. Supposons qu'elles soient justifiées. « Comment prouver au peuple cette justice ? Comment persuader au laboureur que la compagnie a raison de lui payer ses grains à plus bas prix ? Comment persuader à l'artisan que la compagnie a raison de lui faire payer son blé plus cher ? » (*Ibid.* : 344) Si l'administrateur ajuste ses prix en fonction de la conjoncture, il sera l'objet de toutes les critiques et il ne pourra guère convaincre les hommes du bien-fondé de ses décisions. Il est donc plus facile pour lui de maintenir constant les prix de vente. Mais, il sera alors toujours en difficulté car il ne pourra pas compenser les pertes qu'il subira dans les années de disette par les gains qu'il pourrait espérer dans les années d'abondance. En effet, quand la récolte sera mauvaise, chacun cherchera à s'approvisionner auprès de la compagnie ; mais, dans les années d'abondance, elle n'aura guère pour client que les citadins car il sera facile, dans les campagnes, d'acheter le grain auprès des cultivateurs.

Les marchands sont plus efficaces que les agents de l'administration ou que les salariés d'une compagnie qui bénéficierait d'un monopole d'exploitation. Ils connaissent le marché, ils savent où il faut acheter et vendre. Les salariés de l'administration sont trompés dans leurs achats « parce qu'un homme qui fait un métier qu'il ne sait pas est toujours trompé. » (*Ibid.* : 341) Les marchands conserveront les grains avec plus d'économie et moins de déchets qu'un régisseur qui travaille pour le compte d'autrui : c'est une question de motivation. Reste le contrôle et l'incitation. Les agents subalternes de l'État sont, au moins, aussi

avidés que les négociants et leur avidité n'est pas comme celle de ces derniers limitée par la concurrence.

Les tentatives de Turgot pour libéraliser le marché se heurtèrent à une forte résistance. Il souligna que les effets de la liberté ne peuvent être immédiats. Il faut d'abord que des négociants apparaissent et qu'ils rassemblent des capitaux suffisants pour mener à bien leur commerce. Il faut que les moyens de circulation s'améliorent pour mettre en relation les marchés mais Turgot insiste surtout sur la nécessité d'un progrès économique général. Son exemple est celui du Limousin. Les plus démunis y vivent de châtaignes, de raves et de bouillies de blé noir, c'est-à-dire de denrées trop bon marché pour faire l'objet d'un commerce développé. Quand elles viennent à manquer, le seul substitut est le blé ; mais son prix est considérablement plus élevé si bien que les ouvriers et les paysans pourront difficilement l'acquérir. Les consommateurs ne seront plus soumis à la disette, quand la richesse générale leur donnera assez d'aisance pour qu'ils fassent des grains leur nourriture habituelle. La liberté « doit un jour assurer la subsistance des peuples, malgré les inégalités du sol et des saisons ; mais c'est une dette qu'il ne faut exiger d'elle qu'à échéance. » (*Ibid.* : 363)

3.2. *Smith et l'efficacité des mécanismes du marché*

Dans son analyse du marché, Smith a su adroitement reprendre les idées de ses prédécesseurs. Il en propose une synthèse et, en les intégrant dans *La Richesse des Nations*, il leur donne un tout autre sens. Sa proposition centrale est que le marché régule le système économique : « la quantité totale d'industrie annuellement employée pour mettre une denrée sur le marché s'adapte naturellement à la demande effective. Elle tend naturellement à mettre toujours sur le marché la quantité précise qui est suffisante pour fournir la demande et pas plus. » (Smith, 1776 : 67) Le problème politique est d'éliminer tous les obstacles réglementaires qui freinent la mobilité des ressources : l'existence des corporations, l'apprentissage et les dispositions sur le domicile de la loi d'aide aux pauvres.

La vision qu'a Smith du marché marque un tournant. Il ouvre la voie aux analyses qui s'appuient sur l'hypothèse d'un marché parfait où l'égalité de l'offre

et de la demande détermine le prix unique auquel les marchandises s'échangent. Mais, dans *La Richesse des Nations*, cette évolution n'a pas été menée à son terme : l'analyse de la gravitation repose sur l'idée qu'il peut exister plusieurs salaires pour le même travail, plusieurs rentes pour la même terre selon l'emploi que l'on en fait. Explicitement, Smith (1776 : 63) *définit* les taux naturels du salaire, du profit et de la rente comme les taux ordinaires ou *moyens*. Quand la demande effective excède l'offre, l'entrepreneur n'est pas le seul à en bénéficier. Les salariés et les propriétaires fonciers peuvent recevoir une rémunération qui excède le niveau normal.

Le marché assure l'efficacité du système. On ne peut accroître la production d'un bien sans diminuer celle d'un autre bien. « L'industrie générale de la société ne peut jamais dépasser ce que le capital de la société peut employer... Aucun règlement de commerce ne peut accroître la quantité d'industrie dans une société au-delà de ce que son capital peut entretenir. » (Smith, 1776 : 510) C'est sur cette proposition que Smith s'appuie pour écarter les politiques protectionnistes qui prétendent élever le niveau de l'emploi en érigeant des barrières douanières. C'est sur elle qu'il s'appuie pour écarter la possibilité d'un encombrement général des marchés. Plus rapide est l'accumulation du capital, plus rapide est la progression de l'emploi : une accélération de l'accumulation ne peut entraîner une surproduction des marchandises.

Smith veut aller plus loin et montrer que le marché répartit les ressources productives entre les diverses activités dans les bonnes proportions. Toute tentative pour modifier cette allocation diminue la richesse. Cette thèse entre apparemment en conflit avec les positions qu'il développe dans le livre III de *La Richesse des Nations*. Il y soutient que, si les économies suivaient l'ordre naturel des progrès de l'opulence, le capital s'investirait d'abord dans l'agriculture, puis dans les manufactures et ne se dirigerait vers le commerce extérieur qu'en dernier lieu.

Cette idée paraît étrange. Certes l'agriculture fournit les biens de subsistance et l'on peut penser qu'elle doit précéder, pour cette raison, les manufactures qui produisent les commodités et le commerce extérieur qui fournit

les biens de luxe. Mais, ce raisonnement est peu convaincant — et Smith (1776 : 436) en est conscient — car, sans le travail de certains artisans, la culture du sol serait peu productive et, dans certains États, la nourriture vient de l'étranger.

Il fait donc appel à un autre argument. La richesse est l'ensemble des choses agréables, commodes ou nécessaires à la vie. Comme ces biens sont hétérogènes, Smith mesure la valeur de la richesse en multipliant les quantités produites par leurs prix³. Il apparaît alors que le marché est efficace s'il maximise la valeur du produit. Le problème est que « la quantité de travail que des capitaux égaux peuvent mettre en mouvement varie considérablement avec la diversité de leur emploi comme varie pareillement la valeur que cet emploi ajoute au produit annuel du pays. » (*Ibid.* : 416) Plus le capital emploie de travail productif, plus grande est la richesse : il est donc souhaitable que le capital soit d'abord investi dans les activités où l'intensité capitalistique est faible. On n'accroît pas seulement ainsi la production de richesses, on lui permet de progresser plus vite. Si les revenus sont plus élevés, l'épargne est plus forte et la croissance plus rapide (*Ibid.* : 421)

C'est dans l'agriculture que le capital met en mouvement la plus grande quantité de travail productif. La valeur du produit y est la plus grande car le travail ne reproduit pas seulement la consommation des travailleurs et les profits du capital qui les emploie mais aussi la rente des propriétaires fonciers. Le capital investi dans les manufactures est celui qui, après le capital agricole, emploie la plus grande quantité de travail productif et ajoute la plus grande valeur au produit annuel. Le capital employé dans le commerce extérieur est, des trois, le moins productif car il sert, pour partie, à payer des travailleurs étrangers.

Pour montrer que le marché affecte au mieux les ressources productives entre les diverses activités, Smith avance deux types d'arguments. Dans le livre II de la *Richesse des Nations*, il soutient (*Ibid.* : 512) que chaque individu emploie son capital de façon que la valeur du produit soit la plus grande possible car plus grande elle sera, plus grands seront les profits. S'il en est ainsi, l'efficacité de l'économie de marché semble être établie.

L'argument doit cependant être rejeté si, comme l'écrit Smith (1776 : 431) le seul motif qui guide l'action du capitaliste est « la considération de son profit privé. Les différentes quantités de travail productif que ce capital peut mettre en mouvement n'entrent jamais dans ses préoccupations. » La seule solution est donc de supposer que le taux de profit que requièrent les capitalistes pour investir est moins élevé dans l'agriculture que dans les manufactures et dans les manufactures que dans le commerce extérieur. Il souligne que le profit n'est pas le seul motif de l'investissement : il faut prendre en compte le risque mais aussi d'autres facteurs. On est dissuadé de placer son argent à l'étranger car on en connaît mal la législation et les mœurs. On préfère investir son capital dans la terre car on « l'a plus sous les yeux et sous son commandement... En outre, la beauté de la campagne, les plaisirs de la vie champêtre, la tranquillité d'esprit qu'elle promet, et l'indépendance qu'elle procure... ont des charmes qui attirent plus ou moins tout le monde. » (*Ibid.* : 435) On peut sans doute conclure que pour apporter une réponse à la question de l'efficacité d'une économie de marché, Smith aurait dû renoncer à l'analyse qu'il faisait des rapports entre valeur d'usage et valeur d'échange.

Conclusion : *De l'essai sur la nature du commerce en général à l'enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*

Les titres des ouvrages de Cantillon et de Smith traduisent clairement l'évolution que connurent, durant le 18^{ème} siècle, les analyses du marché. Pour Cantillon, mais aussi pour Turgot et pour Condillac, l'étude du commerce est une question centrale. Ils font du marchand le symbole même de la modernité. C'est à tort, selon eux, que les autorités, considérant avec suspicion leurs activités, les ont sévèrement réglementées. Quoiqu'on en dise, ils ne sont pas responsables des brusques variations des prix, de la pénurie et de la famine. Pour le montrer, ces économistes font de l'analyse de l'échange leur point de départ. Un échange volontaire doit, si la transaction est loyale, améliorer la situation de chacun des participants. Contrairement à la thèse que défendaient les physiocrates, l'échange est productif. Les marchands y jouent un rôle crucial. En cherchant à tirer profit des différences de prix entre les marchés locaux, ils les éliminent et créent une espèce de marché général. En élargissant le marché, ils limitent la volatilité des

prix ; ils diminuent ainsi les risques encourus par les producteurs tout en améliorant l'approvisionnement des consommateurs.

Même s'il les cite peu, Smith connaissait les œuvres de ses prédécesseurs. Dans les *Lectures* (1762-3 : 390), il en reprend volontiers les idées. Mais, dans *La Richesse des Nations*, sa pensée s'infléchit. Le marchand n'est plus le héros de notre temps et il est accusé de vouloir créer, à son seul profit, des situations de monopole. Le bienfaiteur public est l'homme qui épargne, qui, en accumulant son capital, accroît les richesses et non celui qui les fait circuler.

Il ne s'agit plus pour Smith d'étudier le mécanisme de l'échange pour expliquer la formation des prix. Le point de départ a changé. Turgot voulait expliquer la formation d'un marché général, Smith suppose qu'il existe. Il raisonne en admettant que le marché est concurrentiel, bien organisé. Son problème est de montrer que les prix qui s'y forment conduisent à une utilisation efficace des ressources. Chaque homme cherche à employer son travail, sa terre, son capital de façon à en tirer le plus grand revenu possible. Son choix est dicté par les prix qu'il observe sur le marché. La thèse de Smith est qu'en agissant ainsi les hommes donneront aux ressources qui sont les leurs l'emploi qui, pour tous, est le plus favorable. Certes, la réponse que Smith donne à ce problème sera critiquée mais il pose ainsi une question fondamentale, celle de l'efficacité d'un marché concurrentiel.

Références

BENKEMOUNE, Rabah (2002), *Les origines de la théorie des faisceaux de bourses de Gustave de Molinari*, thèse, Université de Cergy-Pontoise.

CANTILLON, Richard (1755), *Essai sur la nature du commerce en général*, Londres : Fletcher Gyles, réédition, Paris : INED, 1952.

CONDILLAC, Etienne Bonnot Abbé de (1776), *Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*, Amsterdam et Paris : Jombert et Cellot ; seconde édition, Paris : Letellier et Maradan, 1795, réédition Paris & Genève : Slatkine, 1980.

LAW, John (1705), *Money and Trade Considered With a Proposal for Supplying the Nation with Money*, Édinbourg: Andrew Anderson.

- LEMERCIER DE LA RIVIÈRE, Pierre-Paul (1767), *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, Londres : Jean Nourse, Paris : Desaint, réédition, Paris : Fayard, 2001.
- QUESNAY, François (1766), « Lettre de M. N...., aux auteurs, etc. au sujet de l'objection qui lui a été faite par M. H... relativement à la productibilité du commerce et de l'industrie », *Journal de l'Agriculture*, reproduit in *François Quesnay et la Physiocratie*, Paris : INED, 1958, t. 2.
- SISMONDI, Jean-Charles Léonard Sismonde de (1819), *Nouveaux principes d'économie politique ou de la richesse dans ses rapports avec la population*, Paris : Delaunay, Treuttel et Wurtz.
- (1827), *Nouveaux principes d'économie politique ou de la richesse dans ses rapports avec la population*, seconde édition, Paris : Delaunay, réédition partielle, Paris : Calmann-Levy, 1971.
- SMITH, Adam (1762-3), *Lectures on Jurisprudence*, edited by R. L. Meek, D. D. Raphael and P. G. Stein, in *The Glasgow Edition of the Works and Correspondence of Adam Smith*, Oxford University Press, 1978, reprint Indianapolis: Liberty Press, 1982.
- (1776), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Londres: W. Strahan and T. Cadell, trad. française de Paulette Taïeb, Paris : Presses Universitaires de France, 1995.
- STEUART, Sir James (1767), *An Inquiry into the Principles of Political Economy*, Londres : A. Millar, and T. Cadell, in *The Works, Political, Metaphysical and Chronological of the late Sir James Steuart of Coltness*, Londres : Cadell and Davies, réimpression New York: A.M. Kelley, 1967.
- TURGOT, Anne-Robert (1757), Article « Foire » in *Encyclopédie ou, Dictionnaire raisonné des Sciences, des Arts et des Métiers par une Société de Gens de Lettres* ; mis en ordre et publié par M. Diderot ...& quant à la partie mathématique par M. D'Alembert, Paris : Briasson, tome VII : 39-41, reproduit in Turgot (1970)
- (1764), *Le Commerce des grains, projet de lettre au contrôleur général Bertin sur un projet d'édit*, reproduit in Turgot (1970)
- (1766), *Réflexion sur la formation et la distribution des richesses*, reproduit in Turgot (1970)
- et BAUDEAU Nicolas (1768), *Lettres sur les émeutes populaires que cause la cherté des bleds et sur les précautions du moment*, sans indication d'éditeur, BNF, 1995.
- (1769), *Valeurs et monnaies*, projet d'article, in Turgot (1970)
- (1770a), *Mémoire sur les prêts d'argent*, reproduit in Turgot (1970)

———— (1770b), *Lettres au contrôleur général sur le commerce des grains*, reproduit
in Turgot (1970)

———— (1970), *Écrits Économiques*, Paris : Calmann-Levy.

NOTES

¹ Théma, Université de Cergy-Pontoise, 33 boulevard du Port, 95 011 Cergy-Pontoise, Cedex,
beraud@eco.u-cergy.fr

² On trouvera dans le travail de Rabah Benkemoune (2002) une analyse plus générale du rôle du
marché dans la coordination de l'activité des agents.

³ On a souvent objecté à Smith qu'une hausse des prix qui laisse inchangées les quantités
produites n'accroît pas la richesse. Cette objection est malveillante. Certes, Smith n'est pas
explicite mais quand il parle d'une augmentation de la richesse, il convient de supposer que les
prix qui pondèrent les quantités produites sont constants.